

Publications du Groupe Auguste Comte. — V.

GEORGES DEHERME

La France victorieuse en péril

COMMENT AGIR

*De grands devoirs supposent
de grandes forces*

Prix : 0 fr. 75

PARIS
6, Boulevard de la Madeleine (IX^e)



Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit.

En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Parce qu'il se propose la régénération des opinions et des mœurs, le *Groupe Auguste Comte* ne connaît donc pas les « droits d'auteur », non plus qu'aucun autre « droit », hormis celui de faire son devoir. En conséquence, il autorise sans condition, il sollicite même la reproduction de tout ce qu'il publiera.



Publications du Groupe Auguste Comte. — V.

GEORGES DEHERME

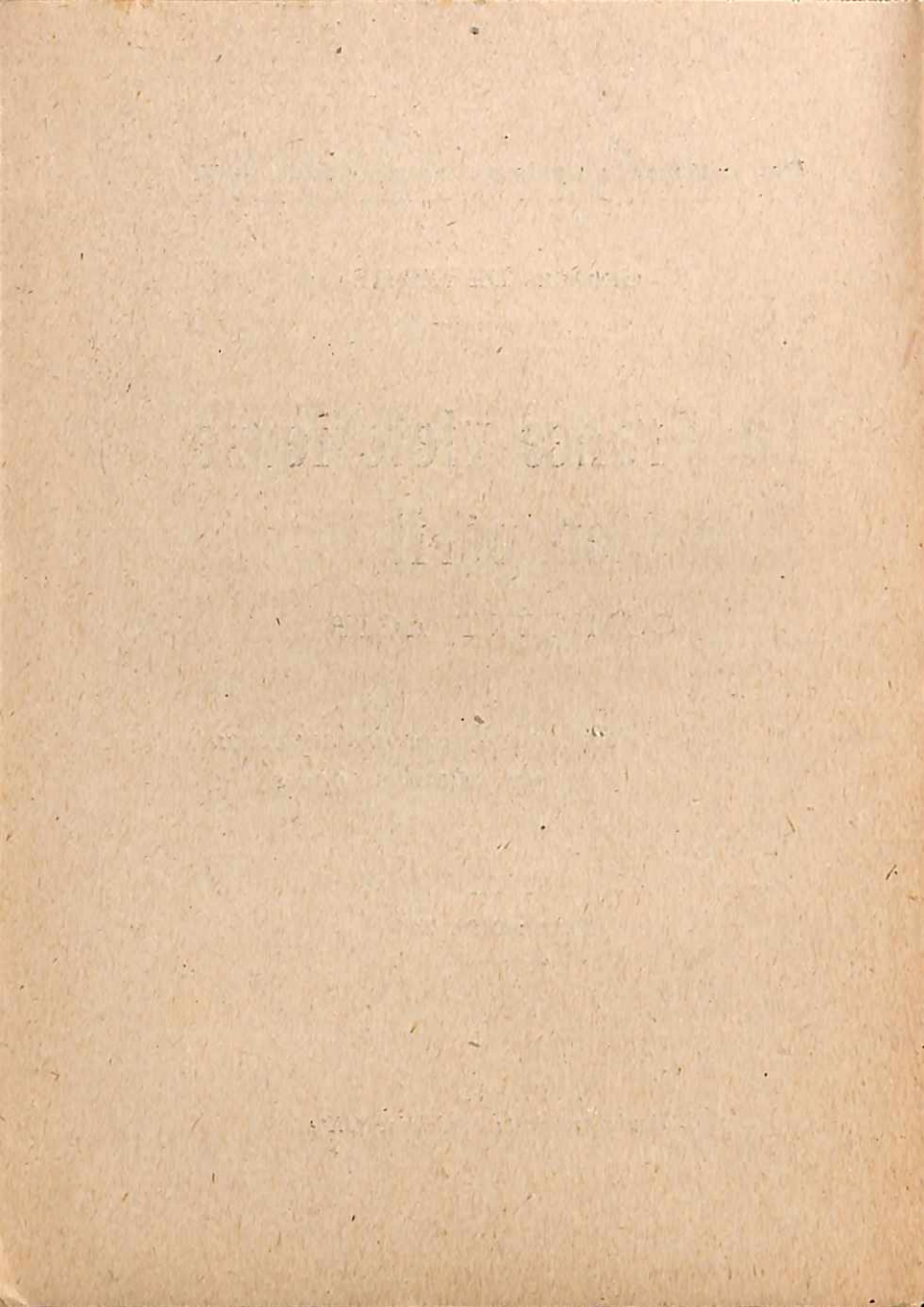
La France victorieuse en péril

COMMENT AGIR

*De grands devoirs supposent
de grandes forces*

Prix : 0 fr. 75

PARIS
6, Boulevard de la Madeleine (IX^e)



La France victorieuse en péril

I. — Discerner.

Comme nous l'avons annoncé, ces pages traitent « des questions actuelles, de ce que nous pouvons faire — immédiatement — pour défendre la civilisation menacée par le matérialisme et une fausse idéologie ».

Mais qu'on ne s'y méprenne pas.

Nigauds, ignares et charlatans peuvent fournir, tant qu'on veut, tous les programmes que réclame la badauderie paresseuse. Rien de plus facile. Mais il n'en résulte que plus de gâchis.

Des sociologues n'ont pas de panacée à proposer.

Nous ne pouvons donc que le répéter.

Il n'est que de revenir à un régime normal, de nous rectifier fondamentalement pour nous mieux adapter aux conditions essentielles de toute vie sociale, pour nous accorder au rythme universel.

A l'élite de s'évertuer, d'abord par l'exemple, pour une régénération des opinions et des mœurs.

C'est toute l'action positive. Le reste n'est qu'agitation.

Discernons donc l'action qui féconde, améliore et ordonne, de l'agitation qui effrite, perturbe et embrouille, surtout dans l'intervention urgente que les événements exigent de notre civisme.

II. — La première victoire.

Nonobstant sa propension à absorber toute activité sociale, notre système politique et administratif ne pouvait prévoir ni pourvoir. Par là, il devait nous attirer cette guerre atroce.

A la honte de nos pacifistes ahuris et de nos socialistes, pour qui tous les hommes sont des frères, hormis leurs concitoyens, notons ici que la première victoire a été remportée par l'Allemagne.

C'est sa préparation militaire qui lui permit de porter la bataille chez nous. Dès lors, il est certain qu'elle ne risquait plus, même après une défaite sur notre sol ravagé, que la partie nulle, dans la ruine commune. Et si elle vainquait, elle gagnait tout.

III. — La blagocratie.

Durant cinquante et un mois de cauchemar, le jacobinisme a joué comme il pouvait, avec le personnel qu'il produit.

De tous les fonctionnaires des nations belligérantes, ce sont les nôtres qui ont le mieux calligraphié de minutieux « états », noirci le plus de papier et, dans des rapports, « solutionné », comme ils disent, le plus grand nombre de questions futiles.

Ce sont aussi nos gouvernants qui ont prononcé les plus éloquents discours et lancé les calembours les plus drôles.

Dans ces derniers temps, il advint qu'une phrase de notre ministre des Finances fit perdre au pays — sinon pour tout le monde — des centaines de millions. L'indignation publique fut brève. Elle se calma avec de spirituels à peu près : « coup de Klotz », « Klotz d'alarme », « qui n'entend qu'un Klotz... »

C'était à mourir de rire...

Et nous en crèverons, en effet. Les grands virtuoses, les histrions n'ont jamais été gratuits. Aussi, nous payons, nous paierons. Plaise au ciel que ce ne soit plus qu'avec de l'or!...

IV. — Le grappin.

La guerre, qui requiert la concentration de toutes les énergies nationales sous la plus ferme

direction, nous a surpris dans cette situation tragique :

Pour administration, une bureaucratie maniaque, dont l'inertie agitée n'avait jamais pu qu'enrayer les excès de l'anarchie parlementaire. Pour gouvernement, une cohue de rhéteurs, sensibles à toutes les pressions de la démagogie, des intérêts privés, des puissances d'argent et même de l'étranger.

Devant la tâche gigantesque qui allait leur incomber, on eût pu présumer que nos dirigeants auraient assez d'intelligence patriotique pour s'effacer et faire place à d'autres hommes, moins compromis, plus indépendants, sinon plus compétents. Ils ne songèrent même pas à s'amender en modifiant le défectueux appareil qui avait protégé leur sinistre incurie.

Ils s'agrippèrent de toutes leurs griffes et de leurs crocs au cœur pantelant de la patrie menacée, en aggravant même le régime sans lequel, probablement, ils n'auraient jamais eu l'apparence d'être quelque chose.

V. — Différer n'est pas résoudre.

L'armée a montré que nous avons encore des hommes d'intelligence, de caractère, de dévouement, — des chefs.

Si la défaite initiale — irréparable, hélas ! — peut être imputée aux usurpateurs des fonctions publiques, nous devons la victoire décisive — malgré les bureaux, les intrigues parlementaires

et les calembredaines ministérielles — à la vaillance incomparable de nos enfants, à l'énergique habileté des généraux.

Mais ce miracle de l'héroïsme et du génie de la race, dont tant de grimauds se complaisent à ternir l'éclat, nous en annihilons les virtualités salvatrices.

Déjà, la valeur militaire ne fait plus contre-poids à l'incohérence, à la surenchère, à la frénésie de dissociation d'une politicaille qui, n'ayant rien appris, souhaite de faire tout oublier, fût-ce dans un désastre.

Notre pseudo-gouvernement ne peut ni ne veut résoudre aucune des difficultés croissantes dont depuis cinq ans, à coups de milliards, à la petite semaine, il a reporté les conséquences.

Ces difficultés se sont accumulées ainsi, grossies de celles, plus complexes, plus ardues encore que soulève la paix.

L'expédient commode de la planche à assignats ne vaut que pour un temps dont la limite semble atteinte. Après, ce sera la panique monétaire.

Présentement, nous avons six fois plus de papier-monnaie qu'en 1913. Et plus nous mettons de billets en circulation, plus les prix, les salaires s'élèvent, plus le gaspillage s'étend, plus la production se ralentit.

Les criminelles impérities ne peuvent que transformer le malaise en famine, le mécontentement en révolte.

VI. — La victoire assombrie.

Après l'exubérante liesse des premiers jours de l'armistice, le pays est entré dans une phase équivoque qui n'est ni la paix ni la guerre, ni le travail ni l'émeute, ni le triomphe ni le revers, où tout semble se diluer dans la stupeur.

Grand corps décapité, la France n'a plus le sentiment de son être. La victoire, la grande victoire, qui était pourtant la seule possibilité pour elle de se reconstituer, elle n'est pas sentie nationalement.

Disséminés par catégories plus ou moins délimitées, étrangères les unes aux autres, parfois hostiles, nous ne savons plus que « revendiquer » contre la collectivité sociale, c'est-à-dire, en fin de compte, contre nous-mêmes. Notre patriotisme s'y dénature. Nous nous exténuons pour un leurre. Nous ne savons plus nous discipliner librement à un mouvement d'ensemble, concourir effectivement pour un objet qui n'est pas tangible, pour une fin générale.

Cependant, voyez l'Allemagne. Effondrée brusquement, elle ne s'est pas décontenancée. Peu à peu, après quelques frissons fébriles, elle se reprend, elle décide nationalement. C'est elle qui se prépare à exploiter notre victoire. Qu'il s'appelle Guillaume, ou Ebert, ou Hindenbourg, en Germanie le gouvernement subsiste. Il y a une tête nationale. A tout le moins, un moteur et un guidon.

Nous n'en avons pas, et depuis longtemps.

N'est-ce point le régime représentatif? Nous n'avons, en effet, que des représentants, — de nos humeurs, de nos superstitions, de nos vanités, de nos intérêts du moment. Aussi la machine ne démarre que dans la pente. Qu'elle rencontre un obstacle, elle s'immobilise. Quand ce sera un précipice, elle y tombera et se fracassera.

Ce n'est point que l'entendement des Français, leur bonne volonté, leur activité se laissent dépasser par les barbares. C'est la mise en œuvre, chez nous, qui est en défaut. La substance reste excellente. La race n'est pas déchue.

Les morts ne meurent pas. Et les nôtres sont les plus anciens, les plus nombreux, les plus grands, les plus agissants. On les a reconnus sur la Marne, à Verdun et dans la lutte finale de 1918.

Pour les vivants, comme nous le verrons, peut-être s'agitent-ils trop. Mais la bonne volonté est manifeste, et les aspirations ne sont pas viles.

VII. — Symptômes morbides.

A l'heure même où nous traçons ces lignes, des citoyens de toutes catégories sociales — et morales — se réunissent par douzaines, dans les vingt arrondissements de Paris, pour fonder des ligues, comités, revues, journaux, imaginer des Constitutions, pour débattre enfin de l'avenir de la société française, sinon du leur.

De même, par toute la France, bouillonnent des myriades d'ambitions mesquines et les nobles

candeurs des aspirants politiciens qui rêvent de se consacrer à notre bonheur.

Comme les grèves, les séditions, ce sont là des symptômes morbides. Dans un organisme sain, chaque partie se tient à sa fonction.

Les soviets des conservateurs sont non moins des soviets que ceux des révolutionnaires. On n'enrayera pas l'anarchie avec ce qui l'a provoquée.

Toute entreprise qui tend à solliciter les masses, au lieu de les instruire et de les diriger, dérive fatalement vers la démagogie.

Or celle-ci n'est pas moins funeste d'en haut que d'en bas. Elle l'est plus encore.

Ne rien faire plutôt que des sottises.

Il vaut mieux que l'opinion publique soit égarée qu'affolée. Elle retrouvera plus aisément sa route que sa raison.

Ne parler au peuple que pour l'apaiser, l'éclairer, le servir. Il ne faut le passionner que pour ce qui nous dépasse tous. Et il n'y a que le catholicisme et le positivisme qui le puissent tenter.

VIII. — Autres élus, mêmes politiciens.

Certes, la malédiction des générations futures s'appesantira sur ceux qui eurent une part prépondérante dans l'administration et le gouvernement des vingt dernières années.

Mais leurs contemporains sont moins qualifiés

pour les accabler. Ces hommes ont été — si médiocres — tout ce qu'ils pouvaient être à une place qui, dans de telles conjonctures surtout, n'était pas la leur. Mais cette place, c'est le système auquel nous tenons qui les y a mis et les maintient. D'autres n'obtiendraient pas un meilleur rendement de la machine. Ils ne pourraient que la briser.

On s'agite beaucoup, en ce moment, pour remplacer ce personnel. C'est en août 1914 qu'il eût fallu opérer le balayage. Maintenant, tout le mal est fait. Nous sommes enlisés dans la vase fétide jusqu'aux reins, et nous enfonçons toujours plus, à chaque mouvement.

Une autre équipe ne sera meilleure qu'un jour, en intentions. Et pour un aussi maigre résultat, le pays sera troublé davantage, les luttes civiles seront plus âpres, les appétits plus exaspérés. Chaque changement provoque une curée. Cynique aux États-Unis, dissimulée chez nous.

Les plus audacieux songent, il est vrai, à réagir sur le système jusqu'au point où tous les organes sociaux n'étaient pas encore complètement paralysés. A quoi bon ! Tout principe tend à se développer. Surtout lorsqu'il est faux et nocif. Il ne s'arrête qu'après épuisement. L'enrayer ou même le faire rétrograder, c'est l'animer. S'il était possible de remonter le temps, nous assisterions au même déroulement — plus ou moins précipité — des événements, plus ou moins intensifiés.

IX. — Le meilleur chocolat.

Le mécanisme électoral a ceci de diabolique qu'il attire, — en satisfaisant les vanités personnelles, les intérêts particuliers, locaux ou professionnels, — ceux-là même dont les sentiments patriotiques et d'ordre devraient faire les plus résolus adversaires du suffrage universel.

La naïveté de certaines déclarations n'est dépassée que par l'imperturbable jocrisserie du public.

Pas de marque de chocolat qui n'affirme être la meilleure.

Remplacer les coquins par les probes : à les entendre, pas de journal, pas de parti qui n'y procèdent. Il en était de même dans les démocraties antiques. Les proclamations électorales ont toujours été signées « Honestus ». Rien de nouveau. Ce n'est pas seulement de l'infini que la bêtise donne le mieux l'idée, c'est aussi de l'éternité.

Vous dites bien que vous voulez, — vous, « honnêtes », — vous substituer à ceux qui avaient également protesté de leur probité et de leurs bonnes intentions. Mais nous savons que vous serez soumis aux mêmes influences que vos prédécesseurs, entre les exigences des électeurs qu'on satisfait le plus souvent avec des discours et les pressions des syndicats d'affaires auxquelles on ne résiste pas sans inconvénient, et que vous êtes des hommes.

Ce sont les exigences populaires qu'il faut modifier, ce sont les suggestions occultes qu'il faut

supplanter. Des forces d'éducation, de direction : Voilà ce qui pourrait sauver la société française. Cela seulement.

X. — Tartes à la crème.

Revision de la Constitution, réforme électorale : chansons!

On nous vante la Constitution des États-Unis. C'est aussi celle des républiques de Libéria et d'Haïti. En fait, la corruption politicienne, l'étouffante ploutocratie ne sont supportables aux États-Unis qu'à cause d'une prospérité due aux richesses naturelles de vastes territoires et dont se peut suffire une population qui n'a que des besoins spirituels restreints.

La France, avec sa civilisation millénaire, n'a qu'à se retrouver; les autres peuples ont à nous comprendre.

Vraiment, on pourrait croire que nos Don Quichotte des urnes électorales ignorent tout de notre histoire, — de l'ethnographie et de la géographie.

Ce qui est certain, c'est qu'ils manquent de bon sens.

Programmes? — Tartes à la crème, sans croûte et sans crème. « Même régime, autre système », proclame un des journaux qui en débitent. C'est-à-dire, n'est-ce pas? même vitriol, autre dictame. Qu'importe l'ivresse, pourvu qu'on ait le flacon.

Nous n'avons qu'à cueillir dans ce parterre :

Un pouvoir central, mais dépendant de tous les pouvoirs locaux; un pouvoir responsable et compétent, mais contrôlé par en bas et rendu impuissant; des honnêtes gens, mais qui savent tripatouiller une élection. — « Cercle carré », dirait Ch. Maurras.

Si le Parlement est ramené à son rôle, ce ne peut être que par une dictature. Alors, pourquoi un Parlement? Quant au contrôle, s'il n'est strictement moral, son effet le plus certain a toujours été d'abolir la responsabilité.

XI. — Notre tentative (1915-1917).

Sans doute, nous avons proposé, nous aussi, — en temps opportun, — la fondation d'une ligue et une entreprise de presse. Mais c'était une ligue de défense sociale, d'ordre social, entendons contre-démagogique, et nos journaux eussent été indépendants de l'argent, du public et des partis.

Et donc, nous nous désintéressions du personnel administratif et gouvernemental, nous ne devions nous attacher qu'aux résultats. Nous ne faisons pas appel au nombre. Nous ne cherchions pas le succès.

C'était la tête que nous voulions former. Et le cœur. Il fallait un choix, et consentir à des sacrifices. Les éléments de cette élite d'âme, nous ne les avons rencontrés que parmi ceux que l'argent n'a pas dénaturés, abrutis. Mais, dans notre société démocratique, rien n'est possible sans l'outil d'or qui assure d'abord l'indépendance.

Nous avons constaté que la haute bourgeoisie, hébétée, estime toujours que sa peau ne vaut pas les miettes de son coffre-fort. Et, d'ailleurs, elle a peut-être raison, — encore que son papier ne vaille plus bien cher.

XII. — L'ordre au rabais.

Un journal d'affaires qui va se lancer a recueilli, dit-on, cinq fois plus que ce que nous jugions indispensable, il y a trois ans, pour préparer la paix, instituer un pouvoir central et maintenir la société française. Et, si ce capital initial ne suffit pas, on l'augmentera. Pour des « affaires », pour gonfler sa sottise, pour charger la bombe qui le fera sauter, le bourgeois ne lésine pas.

Il est vrai qu'il trouve, à foison, des sauveurs au rabais. Pour dix francs par an, les œuvres de toutes sortes en font un philanthrope et, pour moins encore, les ligues lui décernent des brevets de civisme. Sans inquiéter leurs ayants droit, qui seront bientôt les ayants rien, les mégalo-manes peuvent prétendre au titre de « fondateur » ou de « bienfaiteur ».

Charité d'usuriers, patriotisme de profiteurs : hypocrisie inutile. Au lieu d'étayer la bâtisse, comme ils croient, elle tараude les piliers les plus solides des nobles sentiments, les assises morales.

XIII. — L'expérience dédaignée.

Si nous étions dociles aux prescriptions de l'expérience, nous serions tous des sages parfaits, et l'unité, l'ordre feraient la paix du monde.

Certes, pour les phénomènes physiques, les cerveaux les plus chimériques retiennent la leçon des faits. Ici, les sanctions sont personnelles et promptes. Un Jaurès lui-même ne se serait jamais confié aux ailes de la Justice, du Droit et de l'Égalité pour descendre du haut de la tour Eiffel en vol plané. Il ne doutait point que sa pondérable personne subirait quelque dommage à s'abîmer.

Aussi ne conseillait-il de tels exercices qu'à son pays.

Il est mort avant d'avoir pu assister aux calamités que devait provoquer sa maléfique éloquence. S'il avait survécu, au reste, il est à présumer qu'il n'eût contenu aucune de ses funestes divagations habituelles.

Un nègre du centre africain s'est procuré un gris-gris qui doit le prémunir contre tout accident. Est-il blessé ? Sa crédulité n'est pas ébranlée. Le gris-gris n'était pas bon, voilà tout. Et il court chez le forgeron ou le féticheur pour en acquérir un autre.

Même indifférence devant l'épreuve, même superstition chez ceux qui préparent de « bonnes élections » ou qui élaborent la parfaite Constitution.

XIV. — Le Grand Chaos.

Avant la guerre, nous annoncions que le pays serait envahi. Dès 1915, nous prédisions que la victoire même serait une duperie.

A l'instant où se signe la paix éphémère des marchands et des bavards, nous lançons ce cri d'alarme.

Nous entrons dans l'ère du Grand Chaos. Re-commencement perpétuel. L'Humanité va muer. Autre chose s'apprête à naître dans les convulsions et les douleurs.

Cependant, quelques sages ne laisseront pas s'éteindre l'âme de notre France. De ce qui finit, ils préserveront ce qui vaut d'être transmis à ce qui s'élabore. Il reste cette raison d'agir et de vivre à ceux qui ne peuvent plus espérer.

Sans notre intervention, les ferments de dissolution seuls se développeraient. Nos convulsions seraient d'une agonie et non d'une parturition.

L'argent, par exemple, trahit même ses dévots. Le bolchevisme se propage bien plus par le rouble que par la bombe. La ploutocratie internationale recherche toujours, et jamais en vain, la complicité de la démagogie.

La civilisation n'eût pu être sauvée qu'en se renouvelant. Le mépris barbare de toute spiritualité ne pouvait qu'accélérer la décomposition.

Il eût fallu une élite clairvoyante, énergique, dévouée, qui eût pu contrebalancer par la puissance morale d'une doctrine directrice la formidable masse des forces matérielles qui va nous écraser.

XV. — La socialité.

La crainte d'une subversion sociale n'est même pas, hélas! le commencement de la sagesse. La plupart de nos bourgeois considèrent le bolchevisme comme un accident de guerre, une épidémie qui nous arrive de la Russie. Disons le donc : le bolchevisme est en nous. Il n'y a pas de cordon sanitaire pour nous défendre contre notre auto-intoxication, contre nous-mêmes.

C'est notre socialité qui est atteinte, profondément.

Nous nommons « socialité » l'ensemble des habitudes de penser, de sentir, d'agir, les réflexes défensifs, propulsifs, les préjugés organiques qui, incorporés au subconscient, constituent le capital moral transmis par les morts. La socialité fonde les mœurs comme la tradition assure le progrès. L'une et l'autre, en conservant, permettent d'améliorer.

C'est parce qu'elles troublent d'abord le sentiment social que les discordes intestines sont si pernicieuses, que les guerres civiles sont si féroces.

On ne réproûve le socialisme actuel que parce qu'il est, proprement, antisocial. Quand le sentiment social s'oblitére, il ne subsiste plus que deux émotions dominantes : la haine qui saoule ; la peur qui déprime. Voilà toute la lutte de classe. C'est une désagrégation.

La socialité ne se crée et ne se tonifie que dans

et par l'ordre. Son atmosphère vitale est la confiance, la sécurité.

XVI. — Le devoir de l'élite.

C'est à l'élite qu'il appartient d'organiser et d'enseigner, par l'exemple, le dévouement social. En y manquant, elle abdique.

Répetons-le. Le civisme n'est pas dans les phrases, dans les velléités, dans les grotesques agitations des ligues et des journaux. Il se marque dans les vues d'ensemble, dans la prééminence qu'on accorde à l'intérêt national, dans la disposition où l'on est toujours de subordonner ses désirs, ses préjugés, ses idées, même les exigences plus ou moins légitimes de sa profession, de sa classe, de sa région, à l'ordre général; dans l'effort discipliné, le sacrifice obscur que l'on est prêt à consentir au salut public.

C'est là une flamme qui ne s'allume que sur les cimes.

Vous demandez ce qui peut être fait immédiatement. Voici : Contre le régime électif et parlementaire, projeter les rayons qui raniment et qui guident. Rester sur les hauteurs resplendissantes. Le dévouement, la raison passionnée sont les plus persuasifs appels à l'ordre que l'élite puisse faire entendre.

— Mais encore...

— Soit. Voici les principales questions qui vous obsèdent présentement. Nous allons les examiner. Mais, somme toute, elles ne compor-

tent pas d'autre solution que les applications particulières de la solution d'ensemble.

XVII. — La pétaudière des nations.

Quand paraîtra cet opuscule, peut-être connaissons-nous les termes du traité de paix. Quoi qu'il en soit, nous savons que ce pacte solennel ne sera pas ce qu'il eût pu, ce qu'il eût dû être, — pour la sécurité française, et donc l'épanouissement de l'Humanité.

Si nous avons des descendants humains, — et nous n'en aurons que si nous rétablissons les conditions d'existence de la société humaine, — ils seront effarés d'apprendre que nous avons pu confier à une parlote de politiciens, plus ou moins manœuvrés par la bancocratie cosmopolite, le soin d'établir arbitrairement le statut définitif des peuples.

Ce n'est pas le vent des discours ni des basocheries qui pouvait faire poids dans le plateau de cette balance truquée; mais les quinze cent mille cadavres des fils de France qui ont donné magnifiquement leur vie pour que survive la patrie. — Et l'épée de Foch.

Malheureusement, nos péchés, dont nous n'acceptons pas encore de nous repentir, nous condamnent à l'endurcissement. Nous universalisons l'absurde. Un parlement n'ayant jamais pu former un gouvernement national quelconque, c'est un parlement que nous chargeons d'instituer et de régir la « Société des nations ».

XVIII. — Le trust idéaliste.

Défi à la saine raison, au bon sens, aux lois inflexibles!...

La France en pâtira d'abord. Car il lui reste d'être pourvue encore de quelque spiritualité. Les peuples parvenus n'ont pris de la civilisation que ses dehors matériels. Pour eux, les mots ne sont que des moyens; les idées, des procédés. De l'Évangile même, ils font un instrument de fraude politique ou un prospectus commercial.

Le Français s'obstine ingénument à réaliser son idéologie, si vaine soit-elle. Pour lui, la Déclaration des droits de l'homme, c'est bien la liberté, l'égalité, la fraternité mondiales. Chimère? Sans doute. Mais plus noble et, après tout, moins insensée que de viser à faire de la Société des nations un trust (1).

XIX. — Le chef de la paix.

On nous a laissé rêver, jaser et nous faire tuer, congrûment. Maintenant, voici les trafiquants. Ils sont d'autant plus puissants qu'ils ont dosé leur apport tardif. Nous avons été les soldats du Droit, — et non du « droit », — ils sont les comptables avides de l'Avoir.

Anémiée, lasse, désorientée, la France va se

(1) La qualité du sang se décèle singulièrement ici dans la signification du mot « truste ». Pour nos ancêtres gaulois, c'était « honneur, compagnonnage, fidélité »; pour les Américains, c'est « syndicat d'accapareurs et d'agioteurs ».

retrouver, dans toute sa gloire, plus dépendante encore. Et ce ne sont pas nos jacobins poussifs qui l'affranchiront; ni nos amateurs de réformes.

La dangereuse diffusion du pacifisme ne tardera pas à embraser le monde d'une guerre sans fin.

Il n'y a qu'un moyen de l'éviter, de rendre effective la Société des nations, c'est de lui donner le seul gouvernement qu'elle comporte et qu'elle puisse supporter. Entendons-le, spirituel.

Et, à l'heure présente, le chef de ce gouvernement œcuménique ne peut être que celui qui détient encore la plus grande puissance morale du monde, — le Pape (1).

Ce n'est pas la Bourse de New-York, non plus que celle de Londres ou de Paris, qui peut être le siège de la Société des nations; mais le Vatican.

XX. — Le péril pressant.

Dès maintenant, nos embarras financiers paraissent inextricables.

Pourquoi?

Parce que nos dettes publiques ont été quintuplées? parce que les vandales ont dévasté onze de nos départements? parce que le paysan a été retiré du sillon et l'ouvrier de l'usine? — Non pas.

(1) On raconte que le souverain pontife et son entourage éprouvent quelque tendresse pour le Boche; mais ce sont ceux-là mêmes qui ne dissimulent pas la perversité de leur inclination qui sont les plus zélés à nous en avertir. Si c'était vrai, tous les évangélistes d'affaires seraient ultramontains. Et, au surplus, ce ne serait qu'un accident.

Tout serait rédarable, rapidement, dans l'ordre, avec une ferme direction.

Un des faits les plus troublants auxquels nous assistons présentement, c'est l'extension démoralisante du chômage alors que tout est à reconstruire, à faire ou à refaire; c'est, corollairement, la prodigalité des dépenses privées, ce besoin, répandu dans toutes les classes sociales, se propageant comme une épidémie, de jouir, de se distraire, de sortir de chez soi et de soi.

Or, la principale cause de cette désorganisation du travail, de ce détraquement moral, c'est la somme fantastique de numéraire distribuée à tous et mise en circulation. Autant de titres de consommation, autant d'exemption de travail.

Il a été émis 33 milliards de francs en billets, 30 milliards en bons. Nos rentes dépassent 100 milliards. Ce n'est pas la profusion de monnaie, outil de paiement, qui est nocive; mais les moyens de dépense, la possibilité de rester oisif fournis à tous.

Alors que travailler et épargner sont des nécessités plus impérieuses que jamais, nous oublions que la pauvreté est le principal stimulant du travail et la discipline de l'épargne.

Voilà où est le mal.

Même les marks de la rançon, si on ne les emploie qu'aux sportules démagogiques, ne feront qu'élargir, creuser, envenimer la plaie.

retrouver, dans toute sa gloire, plus dépendante encore. Et ce ne sont pas nos jacobins poussifs qui l'affranchiront; ni nos amateurs de réformes.

La dangereuse diffusion du pacifisme ne tardera pas à embraser le monde d'une guerre sans fin.

Il n'y a qu'un moyen de l'éviter, de rendre effective la Société des nations, c'est de lui donner le seul gouvernement qu'elle comporte et qu'elle puisse supporter. Entendons-le, spirituel.

Et, à l'heure présente, le chef de ce gouvernement œcuménique ne peut être que celui qui détient encore la plus grande puissance morale du monde, — le Pape (1).

Ce n'est pas la Bourse de New-York, non plus que celle de Londres ou de Paris, qui peut être le siège de la Société des nations; mais le Vatican.

XX. — Le péril pressant.

Dès maintenant, nos embarras financiers paraissent inextricables.

Pourquoi ?

Parce que nos dettes publiques ont été quintuplées ? parce que les vandales ont dévasté onze de nos départements ? parce que le paysan a été retiré du sillon et l'ouvrier de l'usine ? — Non pas.

(1) On raconte que le souverain pontife et son entourage éprouvent quelque tendresse pour le Boche; mais ce sont ceux-là mêmes qui ne dissimulent pas la perversité de leur inclination qui sont les plus zélés à nous en avertir. Si c'était vrai, tous les évangelistes d'affaires seraient ultramontains. Et, au surplus, ce ne serait qu'un accident.

Tout serait rédarable, rapidement, dans l'ordre, avec une ferme direction.

Un des faits les plus troublants auxquels nous assistons présentement, c'est l'extension démoralisante du chômage alors que tout est à reconstruire, à faire ou à refaire; c'est, corollairement, la prodigalité des dépenses privées, ce besoin, répandu dans toutes les classes sociales, se propageant comme une épidémie, de jouir, de se distraire, de sortir de chez soi et de soi.

Or, la principale cause de cette désorganisation du travail, de ce détraquement moral, c'est la somme fantastique de numéraire distribuée à tous et mise en circulation. Autant de titres de consommation, autant d'exemption de travail.

Il a été émis 33 milliards de francs en billets, 30 milliards en bons. Nos rentes dépassent 100 milliards. Ce n'est pas la profusion de monnaie, outil de paiement, qui est nocive; mais les moyens de dépense, la possibilité de rester oisif fournis à tous.

Alors que travailler et épargner sont des nécessités plus impérieuses que jamais, nous oublions que la pauvreté est le principal stimulant du travail et la discipline de l'épargne.

Voilà où est le mal.

Même les marks de la rançon, si on ne les emploie qu'aux sportules démagogiques, ne feront qu'élargir, creuser, envenimer la plaie.

XXI. — Le remède héroïque.

Parce que nous n'avons pas à solliciter les foules, il n'y a que nous qui puissions prescrire la médecine à prendre, — en un seul verre et d'un trait.

Pas un politicien, un journaliste, un intellectuel, un réformateur, — de gauche, de droite, du marais ou du plafond, — pas un de ceux qui racolent, plus ou moins dignement, des électeurs, des lecteurs, des éditeurs et des adhérents, n'osera dire qu'il n'y a pas à disperser les richesses sociales pour qu'elles soient plus promptement dissipées, mais à les concentrer pour qu'elles soient administrées plus économiquement.

Au contraire, ils poussent tous, peu ou prou, par quelque côté, à la dilapidation. Ce n'est qu'en y poussant, d'ailleurs, qu'ils obtiennent les succès personnels ou de coterie qui les satisfont.

Le remède héroïque que nos gouvernants sont incapables d'appliquer et tous nos prétendus réformateurs inaptes à concevoir, ce serait d'arrêter immédiatement la distribution d'argent, même sous forme de hausse des salaires, d'indemnité de cherté de vie (1), pour assainir la monnaie d'abord, pour pousser à la production ensuite, pour imposer l'épargne enfin.

(1) La cherté est une défense organique de notre économie. Elle signifie que la consommation tend à dépasser la production. Elle rétablit l'équilibre en modérant les dépenses et en obligeant au travail. La combattre par des indemnités, c'est paralyser cette réaction défensive en maintenant les causes. L'entraînement devient irrésistible. Il mène à la disette.

S'y refuser, hésiter, c'est accepter la subordination économique, la banqueroute, la famine. — et leurs conséquences.

Quand le gouffre nous engloutira, nos yeux se dessilleront peut-être. Mais trop tard.

XXII. — Résister au vertige.

Par insuffisance d'intelligence et de cœur, on a livré le prolétariat aux bas meneurs. Or ceux-ci ne profitent bien que du désordre et de la misère. Le désordre suscite la misère, et la misère provoque e désordre.

Ce ne sont donc pas ces meneurs, encore que nos satrapes en baudruche tremblent devant eux, qui diront à leurs dupes : « Plus vos salaires s'élèvent nominalement, plus ils s'abaissent réellement, — par l'inflation fiduciaire, la cherté croissante des facteurs et éléments de production, capital, matières premières, crédit, aliments ; par l'agiotage qui ne prospère que dans les fluctuations de l'insécurité ; par le chômage, le gaspillage des dépenses superflues. »

Les profiteurs et fomentateurs de tumultes n'ont qu'un instinct puissant ; mais il est aussi lucide que le génie. C'est celui du désordre. Ils sentent que plus le salaire s'élèvera, plus l'ouvrier sera déçu et donc mécontent, plus il souffrira et, comme le toxicomane qui ne trouve de soulagement qu'en augmentant sans cesse la dose de son poison favori, plus âprement il exigera un plus haut prix de son labeur saboté.

Pas d'autre solution positive que celle-ci : Résister au vertige. Déterminer par tous les moyens de persuasion ou de contrainte une baisse générale de tous les salaires.

XXIII. — La rébellion de M. Badin.

Le délire se généralise. Voici les fonctionnaires qui se syndiquent aussi et revendiquent non moins.

Une ataraxique existence que parachève une retraite assurée ne leur suffit plus. La manille et la pêche à la ligne n'ont plus d'attrait. Parmi l'amoncèlement des cartons verts, dans leur somnolence dyspeptique, ils songent, eux aussi, à vivre intensément leur vie: entendons les filles au linge capiteux, les tailleurs anglais, les 80 H. P. vertigineuses et les grands restaurants où trônent les tziganes.

Pauvres diables ! Ils démolissent l'abri dans lequel leur indolence et leur aboulie trouvaient à grignoter paisiblement. Ils n'étaient pas des parasites, d'ailleurs. Leur bloc d'inertie était une digue à l'anarchie.

Dans les temps très durs auxquels prélude leur mutinerie inconsidérée, ils seront aux prises avec tous les appétits et les brutalités déchaînés de gaillards qui ne s'embarrasseront point des états de service et des « droits » à l'avancement.

On défendra M. Badin contre lui-même, en supprimant toutes les indemnités qui lui furent allouées depuis la guerre, le droit à la retraite.

à l'avancement automatique, et tous les droits ; en exigeant un travail effectif, en ne conservant que les emplois utiles.

XXIV. — Les intellectuels.

Ceux-là aussi se remuent.

Des revues consultent : Que vont devenir l'art, les lettres, la science, la pensée ?

La Société des gens de lettres répond, pour sa part, en donnant son adhésion au groupement des syndicats professionnels du commerce et de l'industrie. D'autres sont plutôt attirés par la C. G. T.

Il appert ainsi que ces formateurs et ces directeurs de conscience ne savent pas bien ce qu'ils veulent. En tout cas, ce qu'ils veulent n'est pas ce qui importe à l'intelligence de vouloir.

Ici, la réforme essentielle est tout indiquée. Bien mieux que les manifestes d'écoles, elle renouvellera l'art et les lettres ; plus que tous les diplômes, prix, crachats et titres, elle restituera à l'intellectuel le prestige dont l'a dépouillé, justement mais malheureusement, la simonie, qui est le plus grand crime contre l'esprit. Crime dont les dieux punissent les coupables en les transformant en bêtes.

C'est uniment l'abrogation de la propriété artistique et littéraire.

Mais qu'est-ce à dire ? Que sont ces rugissements ?

Comment, ce placide sceptique, cet impassible

ironiste sont susceptibles de tant d'indignation ?

Ces farouches iconoclastes, qui rient tout, qui veulent tout abolir : famille, propriété, patrie, religion, ils sacrifient à une idole que nous avons offensée ?

Et les voilà, par milliers, par millions, poètes, romanciers, vaudevillistes, tous « les notables de la phraséurgie », et les manœuvres de laboratoires, les savants pontifiants, les philosophes de salons, chamarrés comme des dindons, et les rapins, peintres et sculpteurs, et les musiciens, tous les avantageux porteurs de lampions qu'ils prétendent être des flambeaux, tous les « femmelins » cupides, les voilà qui se dressent, furieusement.

— Monsieur, il faut vivre.

— Holà ! comme disait l'autre, je n'en vois nullement la nécessité.

— Alors, philistin, vous tuez la raison, la beauté ?

— Mais non, bons apôtres, nous les arrachons à votre exploitation prostituante, nous les libérons du mercantilisme, nous les exaltons en les purifiant. Pallas Athéné n'a pas pour égide un comptoir, sa lance n'est pas un rateau de croupier, et son casque une sébile. Et ce fut pour mieux prier que Jésus chassa les vendeurs du temple.

XXV. — Féminisme.

Pour les femmes, elles n'ont d'autres conquêtes à entreprendre que celles de leur cœur, qui anime toujours leur intuitive raison.

Ce sera revenir sur tous les soi-disant progrès que, depuis un siècle, contre elles-mêmes, on leur a imposés.

Que leur propose-t-on encore ? D'apporter leur contingent de désirs incohérents, de sophismes, d'insubordination, de convoitises inextinguibles ?

N'avons-nous pas assez de la politicaillerie masculine ? L'élection, l'alcoolisme, la brutalité seront-ils moins pernicioeux s'ils s'étendent de l'homme à la femme ?

Laissons donc qu'elles se reprennent dans le calme du foyer en pleurant leurs morts, et que, de leur grâce attendrie par le deuil inoubliable, elles nous réconfortent et nous guident dans la rude tâche que nous avons à accomplir.

XXVI. — La grande pitié du bourgeois.

Nous ne mêlerons pas notre voix à la clameur de haro de l'Envie qui poursuit le gibier aux abois.

Mais nous n'avons pas à prendre sa défense. Le bourgeois détient encore l'arme suprême : qu'il ait le courage et l'intelligence de s'en servir. Il ne

mérite d'être sauvé que s'il tâche à se sauver lui-même.

Ce ne peut être qu'en remplissant sa fonction, qui est de gérer la richesse sociale. Car la meilleure gestion est toujours celle de la possession personnelle. La plus économique est toujours la plus concentrée.

Les principaux méfaits et maux de l'argent proviennent surtout de sa dispersion (1).

Ici donc, les dispositions à prendre sont celles qui facilitent la concentration, qui, en tout cas, ne l'entravent point.

Les abus de l'argent sont toujours moins à redouter que l'insuffisance du capital, du crédit, l'insécurité générale...

XXVII. — L'impôt sur le capital.

L'impôt n'a pas d'autre objet que de fournir les ressources indispensables à l'État. Il ne se paie jamais qu'avec le produit, et le produit s'obtient seulement par le travail. L'impôt retombe toujours sur le travail.

Le meilleur est donc le moins onéreux, le plus simple à percevoir et le plus fructueux.

Mais puisqu'on lui confère tant de vertus étrangères à sa nature, peut-être pourrait-on lui concéder celle d'alimenter — plutôt que de le tarir — le réservoir où puise le fisc insatiable.

De nouveau, il est question d'un impôt sur le

(1) Nous le démontrons dans l'ouvrage qui paraîtra le mois prochain : *L'Argent et la Richesse* (Bernard Grasset, éd.).

capital. C'est Proudhon, le premier, en 1849, qui le préconisa. M. Menier, fabricant de chocolat et de lois, par la plume alerte, aussi impartiale que désintéressée, de M. Yves Guyot, reprit le projet en 1874.

Depuis, jusqu'à M. Klotz, sous tous les prétextes, l'impôt sur le capital eut ses protagonistes.

Nos finances sont si délabrées qu'il ne semble pas possible d'échapper à cette confiscation partielle. Sans doute, on retardera ainsi la banqueroute de quelques mois, — en l'empirant. L'expédient est à la portée de l'ineptie administrative et gouvernementale.

Puisque nous devons passer par là, il convient de signaler l'unique moyen de rendre cet impôt inoffensif et même bienfaisant, tout en accroissant beaucoup sa productivité.

Sur 15 millions de possédants environ, 12 millions ont un avoir estimé à moins de 10.000 francs, 500 seulement ont plus de dix millions de francs. Entre ces limites, on compte 2.600.000 ayant de 10.000 à 100.000 francs; 350.000 ayant de 100.000 à 1 million de francs; enfin 30.000 ayant 1 à 10 millions de francs (1).

Contrairement aux préjugés courants, l'impôt sur le capital devrait donc être régressif, autrement dire descendant. Ce serait préserver le capital de production, consolider les grandes

(1) Dans les *Classes moyennes*, nous avons fait observer qu'en multipliant le chiffre des annuités successorales par 33, c'est-à-dire par le nombre d'années de survie d'une génération, on peut établir approximativement l'état de fortune de chaque catégorie de Français.

fortunes d'administration en ne frappant que la seule richesse de consommation.

Par exemple, toute fortune de plus de dix millions — il y en a 500 — serait exonérée de cet impôt. Au-dessous, la contribution pourrait être fixée à dix pour cent en augmentant d'une unité pour cent par tranche de million, toujours en descendant : 11 0/0 pour 9 millions, 12 0/0 pour 8 millions, et ainsi de suite. Il s'élèverait donc à 20 0/0 pour un million. De là, il continuerait à s'élever d'une unité pour cent par centaine de mille francs : 21 0/0 pour 900.000 francs, 22 0/0 pour 800.000 francs, atteignant 30 0/0 pour 100.000 francs. La progression se ferait après par dizaine de mille francs, et l'on aurait ainsi 40 0/0 pour 10.000 fr., dernier terme.

A tout le moins, ce serait une magistrale leçon d'économie sociale par le fait, — dont auraient bien besoin nos multitudes de réformateurs, nos législateurs et leurs électeurs.

XXIX. — Les dirigeants.

Vous avez, ô nos maîtres ! la honte panique d'une mauvaise conscience. Ce n'est pas une excuse. Ce ne doit pas être un prétexte. Du courage ! Votre tâche présente n'exige pas absolument que vous soyez purs, mais que vous soyez forts.

En flagornant le prolétariat, — si maladroitement ! — vous vous en faites mépriser. Mais vous

avez peur, et vous voulez dormir ou jouir quelques jours encore. « Monsieur le bourreau, seulement un petit quart d'heure », implorait la du Barry.

Vous êtes grotesques. Vous êtes des valets que la chance a favorisés ou que la rapine a enrichis. Aucune figure n'émerge de la mare putride où vous vous ébattez.

En voici un qui paraissait d'une espèce moins amorphe. Hardiment, il est entré dans la guerre, dans la politique. En quelques mois, il tenait tout. Voilà peut-être quelqu'un, commençait-on à murmurer. Il a le goût de conquérir, la passion de dominer, la volonté de puissance. Voilà la poigne que nous attendons.

C'aurait pu être, en tout cas, un exemple galvanisant. Car la force ne se développe qu'en s'exerçant, et elle ne s'exerce qu'en se réglant. Elle fait de l'ordre, elle féconde en rayonnant. C'est pourquoi, comme l'agitation de l'action, la violence n'en est que la caricature.

Circonstances propices, oblitération des scrupules qui permit d'en tirer tout le parti possible. Sans plus. Notre soi-disant surhomme n'était qu'un pauvre fantoche de politicien parlementeur. Sa vigueur n'était faite que de la débilité de l'Etat; son audace, d'une police distraite. Et le voici, dégonflé, avec ses centaines de millions, son pouvoir politique quasi absolu (1), la proie lamentable des plus sordides pinceurs de guitare

(1) Remarquons qu'il n'y a jamais eu de pouvoir absolu qu'électif et parlementaire.

du boulevard, de tous les gazetiers faméliques qui lui soutirent des subsides, pour la soi-disant défense de l'ordre ou l'émeute.

Le riche n'a pas à être généreux, mais sage et entreprenant; le gouvernement n'a pas à être humble et juste, mais prévoyant et ferme.

Que les dirigeants soient des égoïstes forcenés, des exploiters, des despotes, nous y consentons. Tout plutôt que ce magma gélatineux en fermentation que sont le gouvernement électif, parlementaire et l'autorité sociale qui méconnaît son principe comme sa fin.

Pour remplir de grands devoirs, il faut de grands pouvoirs, rappelle A. Comte. Restreindre ceux-ci, c'est atrophier l'énergie sociale. En s'acharnant à subordonner le supérieur à l'inférieur, notre démocratie cultive l'anarchie et le pire parasitisme.

XXX. — Un gouvernement.

Quand l'intérêt général et continu se trouve constamment immolé aux intérêts particuliers et momentanés, la société se désagrège. Or les impulsions égoïstes sont plus impérieuses que les tendances altruistes. C'est pourquoi il faut un cadre social, des institutions, la pression de l'opinion publique pour propulser, des croyances communes pour refréner l'égoïsme et fortifier l'altruisme.

Les syndicats d'affaires agiront toujours plus énergiquement sur l'État que les ligues civiques.

C'est pourquoi il faut soustraire l'État aux sollicitations quelconques.

Les véritables mesures de salut public ne sont jamais populaires. Avec les plus lumineuses démonstrations, on n'obtiendra jamais d'aucune catégorie sociale qu'elle se place au point de vue d'ensemble. Il y faut ramener par la contrainte. Et l'organe qui remplit cette fonction, c'est le gouvernement.

Il ne peut subsister de société sans gouvernement.

Le meilleur est celui qui remplit le mieux sa fonction. Plus celle-ci apparaît complexe, plus les conditions d'indépendance, d'unité et de pérennité s'imposent rigoureusement.

Continuité pour prévoir, unité pour décider et pourvoir, indépendance pour retenir, propulser et contenir.

— Un gouverneur! réclament les malheureux habitants des régions qui furent envahies.

Donc, dictature personnelle, responsable, continue.

Comment l'établir?

XXXI. — Aux Français.

L'anxiété nous étreint. L'année de la victoire est morne. La conscience nationale reste obscurcie. La rancune, les cupidités, la colère, le découragement nous font hostiles les uns aux autres. Toute une racaille s'acharne à entretenir cette fermentation dont les exhalaisons nous asphyxient.

Sans doute, les bons citoyens qui veulent l'ordre restent nombreux. Mais les soviets de bonnes volontés ignorantes ne sont pas moins pernicious que les autres.

Ces bons citoyens sont persuadés que leurs désirs peuvent influencer sur les événements; ils imaginent qu'ils peuvent combattre l'anarchie avec les moyens qu'elle emploie pour se répandre : journaux, palabres, élections, manifestations, etc. Après des efforts qui seraient louables s'ils n'étaient stupides, ils sont tout surpris de constater le néant de leurs agitations, la stérilité ridicule de leurs groupements, au regard des résultats impressionnants qu'obtiennent les scélérats qui font métier de ruiner leur patrie.

Nous devrions savoir pourtant que l'anarchie surgit spontanément et qu'il faut bien peu de chose — seulement la sottise ou la lâche indifférence des honnêtes gens — pour la développer formidablement.

Pour maintenir, surtout pour rétablir l'ordre, il faut beaucoup plus. D'abord une force de défense, de réfection qui l'emporte sur chacun des éléments qui, sournoisement, sapent les assises ou, effrontément, se lancent à l'assaut de la civilisation.

L'organe de coordination, de décision, d'intérêt général ne se reconstituera pas avec des discussions; des conflits de vanités, des représentations, plus ou moins exactes, d'intérêts particuliers ou locaux. Ce n'est pas une masse acéphale qui en tiendra lieu. Il n'y a qu'une tête, un chef qui peut vouloir, savoir et ordonner.

Pour le faire surgir, l'appuyer, le servir, rendre son action efficace, voici donc ce qui peut encore, en faisant rayonner la victoire française, sauver la civilisation occidentale de la débâcle :

1° Cent capitalistes clairvoyants, ou plus, qui soient au-dessus de leur argent ;

2° Cent techniciens, dont chacun soit capable de diriger dans tous ses détails un service public en sachant se subordonner aux spécialistes du général ;

3° Cent dirigeants — il n'y en a pas plus — pouvant être des chefs sociaux sous un unique chef national, quel qu'il soit ;

4° Cent intellectuels, artistes, philosophes, prêtres, aptes à déterminer un puissant mouvement de régénération des idées et des mœurs en prenant la direction de l'opinion publique.

Voilà, présentement, ce que peut être une ligue de l'ordre social. Le reste — tout ce qui se fait — est agitation superficielle, confusion dans le chaos.

Les mesures rigoureuses qui peuvent encore sauver la société française ne sauraient être appliquées ni même proposées par ceux dont la réaction instinctive de bon sens ne va pas jusqu'à oser les concevoir, par ceux qui nous parlent encore d'élections, de partis, de propagande, de réformes électorales, de revision de la constitution, et autres billevesées.

Nous venons d'énumérer les forces qu'exige une action de salut public vraiment efficace. Plus ne serait pas trop ; mais il ne faut pas moins.

— Impossible, alléguiez-vous, de rallier autant

de Français intelligents, compétents, opiniâtres et dévoués.

— Peut-être. Mais alors..., ne nous mentons pas à nous-mêmes, suivons le conseil mélancolique de Renan : ne troublons pas l'agonie de notre patrie...

Eh bien ! non. Espérons quand même. Espérons contre toute logique.

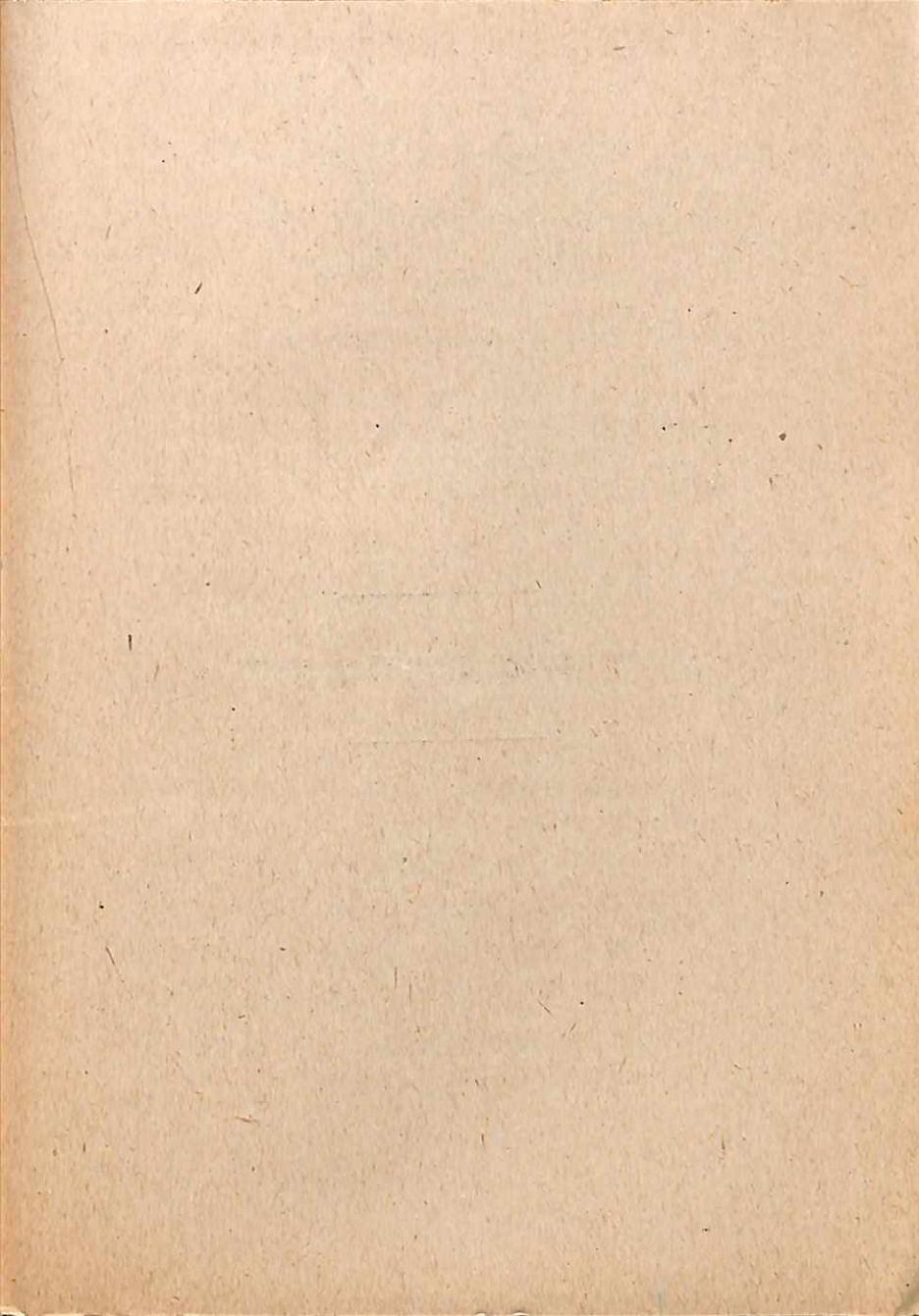
Il a suffi de quelques justes pour détourner du châtement céleste les Cités réprouvées. Il a suffi de quelques moines studieux, au fond des cloîtres, pour nous transmettre la pensée antique.

Quoi qu'il arrive, soyons de ceux qui protègent et qui maintiennent. Si l'édifice s'écroule, du moins l'esprit qui l'avait construit demeurera. La substance même sera sauvegardée. Les barbares ne détruiront que l'arrangement des matériaux, ce qui se peut restaurer.

Et ainsi le Grand Soir dont nous sommes menacés ne durera qu'une nuit. Ce ne sera qu'une éclipse plus ou moins prolongée.

Il nous reste cette foi immarcessible.

Tant qu'elle sera l'âme vivante de l'Humanité éternelle, la France, qui se sauve elle-même et qui pense et aime pour tous, la France de Jeanne d'Arc, d'Auguste Comte et de Foch, ne périra pas.



PARIS. — IMP. CHARLES SCHLAEGER, 257, RUE SAINT-HONORÉ
ANDRÉ TOURNON, ING[°] E. C. P., SUCCESSEUR.

Les publications du *Groupe Auguste Comte* seront envoyées gratuitement aux hôpitaux et œuvres militaires, aux bibliothèques des bourses du travail, des syndicats, des coopératives, des universités populaires, etc.; enfin, aux soldats du front qui nous les demanderont directement.

On s'associera à notre effort en aidant à la diffusion de nos brochures.

Nous enverrons dix exemplaires pour 5 francs; vingt-cinq pour 10 francs; cinquante pour 20 francs; cent pour 35 francs; mille pour 300 francs.

Pour paraître en Juin :

LES FORCES A RÉGLER

L'Argent et la Richesse

par GEORGES DEHERME

(Un volume, 4 fr. 50. — Bernard Grasset, éditeur.)

Ont paru :

- I. — La France militante
- II. — La Culture sociale de la race
- III. — L'Idéologie délétère
- IV. — L'Idéologie salutaire

par GEORGES DEHERME

(En vente chez les principaux libraires et dans les gares. Envoi franco, chaque brochure : 0 fr. 75.)

DU MÊME AUTEUR

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France.) — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur.) 6 fr. »
- La Démocratie vivante.** — Un vol. in-8, 402 pages, 1909. épuisé.
- Auguste Comte et son œuvre : le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors-texte, 1909. (Groupe Auguste Comte.) 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition. (Bloud, éditeur.) 4 fr. 50
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusianisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éd.) 4 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éd.) 4 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éd.) 4 fr. 50
-

Vient de paraître :

PENSER POUR AGIR

Un vol. in-16, 328 pages. (Grasset, éd.) 4 fr. 50